

## Appel aux organisations de la société civile pour demander un financement



Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie invite les organisations de la société civile à soumettre leurs demandes de financement de projet. Les propositions de projets peuvent être soumises en ligne en anglais ou en français, les deux langues de travail de l'ONU, entre le **20 novembre 2017 et le 20 décembre 2017** à l'adresse [www.un.org/democracyfund](http://www.un.org/democracyfund). Vous trouverez des directives, des questions fréquemment posées (FAQ) et des leçons apprises pour les candidats ici: <http://www.un.org/democracyfund/application-materials>.

Le FNUD soutient des projets visant à autonomiser la société civile, à promouvoir les droits de l'homme et à encourager la participation de tous les groupes aux processus démocratiques. La grande majorité des fonds du FNUD sont destinés aux organisations de la société civile locales. De cette façon, le FNUD joue un rôle distinct en complétant l'autre domaine de travail des Nations Unies - le travail avec les gouvernements – afin de renforcer la gouvernance démocratique dans le monde.

Ceci est le douzième cycle lancé par le FNUD, qui accorde des subventions allant jusqu'à 300 000 USD par projet. Le FNUD a soutenu près de 700 projets dans plus de 100 pays, pour un montant total de près de 180 millions USD. Les propositions sont soumises à un processus de sélection très rigoureux, avec moins de deux pour cent des propositions choisies pour financement. Tous les projets ont une durée de deux ans. Le FNUD invite des propositions de projets correspondant à l'un ou plusieurs des huit thèmes principaux :

- Égalité des sexes
- Activisme communautaire
- État de droit et droits de l'homme
- Mobilisation des jeunes
- Renforcement l'interaction de la société civile avec le gouvernement
- Médias et liberté d'information
- Outils favorisant le développement des connaissances
- Processus électoraux

Pour ce cycle, le FNUD invite en particulier les projets sur les thèmes suivant : genre; état de droit; médias; et processus électoraux axés sur des élections prévues pour 2020 au plus tôt.